

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/30644]

24 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. — Ministère de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le préambule de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 14 mai 2009 et 14 octobre 2010 est remplacé par ce qui suit :

« Vu les dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables aux membres des personnels de l'enseignement et assimilés applicables en exécution de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat telle que modifiée et de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur. ».

Art. 2. Le paragraphe 1^{er} de l'article 69 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er} Délégation est donnée à l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et aux directeurs généraux dirigeant chaque direction générale de cette administration générale et au directeur général adjoint du Service général de la coordination, conception et des relations sociales, chacun pour les attributions dévolues à l'administration qu'il dirige, dans les matières suivantes :

1° fixation et liquidation des traitements et des subventions – traitements, allocations et indemnités octroyées à titre temporaire ou définitif aux membres des différents personnels de l'enseignement et assimilés;

2° signature des fiches de traitements, des mandats, ordonnances de paiement, ordonnances de régularisation, dépêches agréant l'engagement ou la nomination à titre définitif des membres du personnel de l'enseignement et assimilés;

3° octroi ou vérification des conditions d'octroi des congés, absences et disponibilités accordés aux membres des personnels de l'enseignement et assimilés - à l'exception des congés annuels, des congés de circonstance et congés de force majeure - en ce compris l'autorisation d'exercer une activité lucrative pendant ceux - ci et la reprise anticipée des fonctions durant ceux-ci;

4° autorisation de prolongation des fonctions jusqu'à la fin de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle le membre du personnel est admissible à la pension pour le membre du personnel bénéficiant d'une mise en disponibilité à temps partiel pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, pour le membre du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale secondaire et supérieur admis à la pension et susceptible d'exercer une fonction en pénurie jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ce membre du personnel atteint l'âge de 67 ans, pour le membre du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale secondaire et supérieur admis à la pension de retraite et susceptible d'exercer la fonction d'expert dans l'enseignement de promotion sociale jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ce membre du personnel a atteint l'âge de 70 ans, pour le membre du personnel des Hautes Ecoles, des Ecoles Supérieures des Arts et des Instituts Supérieurs d'Architecture admis à la pension de retraite et susceptible de se voir confier un mandat de conférencier dans une Ecole Supérieure des Arts à concurrence de 120/600^{ème} au maximum jusqu'à la fin de l'année académique au cours de laquelle le membre du personnel a atteint l'âge de 70 ans et pour le membre du personnel des Hautes Ecoles, des Ecoles Supérieures des Arts et des Instituts Supérieurs d'Architecture qui a atteint l'âge légal de la retraite et susceptible de se voir autoriser à être maintenu en activité de service pour une durée maximum d'une année renouvelable une seule fois;

5° autorisation des mises en disponibilité par défaut d'emploi et pour cause de maladie des membres du personnel de l'enseignement et assimilés;

6° traitement des demandes d'accès à la pension;

7° autorisation des mesures d'écartement des femmes enceintes et allaitantes;

8° octroi de dérogations linguistiques;

9° octroi de dérogations de titres;

10° octroi de dérogations de nationalité pour les fonctions d'inspecteur, de directeur de zone et de délégué au contrat d'objectifs, à l'exception de celle faisant l'objet d'un avis défavorable de l'Office des Etrangers du SPF Intérieur pour raisons de sécurité publique;

11° reconnaissance de fonction principale dans l'enseignement pour les membres du personnel ayant exercé une activité indépendante en cumul avant le 1^{er} janvier 2006;

12° reconnaissance de l'expérience utile pour toutes les fonctions qui ne sont pas visées par le champ d'application du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

13° reconnaissance de notoriété professionnelle ou scientifique dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long;

14° gestion des carrières des médiateurs scolaires engagés sous contrat, y compris engagement, licenciement et mise à la retraite, sur proposition de la Direction générale de l'enseignement obligatoire;

15° fixation des rentes d'invalidité et des rentes pour les conjoints ou les cohabitants légaux survivants, pour les enfants et les parents de la victime en application directe de la réglementation fédérale applicable en matière d'accident de travail ou d'accident sur le chemin du travail, dans les matières relevant de la compétence du Service des Accidents du travail;

16° signature des décisions de déclaration de guérison sans incapacité permanente de travail destinées aux membres du personnel de l'enseignement et assimilés;

17° signature, en exécution des propositions requises, des arrêtés de désignation des membres et rapporteurs, à l'exclusion des Présidents et Secrétaires, des instances suivantes : Chambres de recours, Commission DE BONDT, Commissions zonales de gestion des emplois, Commissions centrales de gestion des emplois, Commissions zonales de réaffectation, Commissions centrales de réaffectation, Commissions de gestion des emplois pour les maîtres de religion et les professeurs de religion, Chambres de recours, Commissions paritaires, Commission de reconnaissance d'expérience utile, Commission de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété, Commission interréseaux des titres de capacité, Commission permanente et interréseaux des statuts, Commissions zonales et interzonales d'affectation du personnel, Jury chargé de délivrer le certificat d'aptitudes pédagogiques, Commission permanente de promotion et de sélection, Commission de réaffectation du personnel technique des CPMS, Commission d'affectation pour les maîtres et professeurs de religion, Commission d'habilitation à enseigner en langue d'immersion et jurys chargés de délivrer des brevets de sélection et de promotion;

18° signature des arrêtés individuels relatifs aux membres des personnels de l'enseignement et assimilés et exécutant des décisions ministérielles à l'exception des actes de nomination et des actes infligeant une peine disciplinaire;

19° autorisation de proposer la désignation, l'entrée en stage et la nomination des membres des personnels de l'enseignement et assimilés dans l'hypothèse où le candidat ne serait pas de conduite irréprochable;

20° autorisation de démission volontaire des membres des personnels de l'enseignement et assimilés. ».

Art. 3. Le paragraphe 2 de l'article 69 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'Administrateur général, les Directeurs généraux et le directeur général adjoint du Service général de la coordination, conception et des relations sociales peuvent, chacun en ce qui concerne les attributions dévolues à l'administration qu'il dirige, déléguer à un agent de niveau 1 au moins les compétences visées au § 1^{er}, 1° à 20°.

Le cas échéant et en cas de nécessité, chaque entité, compte tenu de son organisation interne, peut déléguer les compétences visées au § 1^{er}, 1° à 20° à des agents de niveau supérieur au niveau visé à l'alinéa précédent.

L'Administrateur général de l'Administration de l'enseignement peut déléguer les compétences visées au § 1^{er} au Directeur général des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française, au Directeur général des personnels de l'enseignement subventionné, au Directeur général adjoint du service général de la coordination, conception et des relations sociales ou au Directeur général adjoint du service général de gestion des personnels de l'enseignement subventionné, indépendamment de leurs attributions respectives.

Les Directeurs généraux et Directeurs généraux adjoints qui se sont vu déléguer des attributions en application de l'alinéa 3 peuvent, suivant les règles de délégation fixées à l'alinéa 1er, subdéléguer ces attributions.

Les subdélégations visées à l'alinéa précédent font l'objet d'un acte écrit et préalable communiqué au secrétaire général. ».

Art. 4. Le paragraphe 3 de l'article 69 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les délégations visées ci - après font l'objet d'un rapport annuel au(x) Ministre(s) ayant les matières concernées dans leurs attributions :

1° la signature des actes de mise en disponibilité pour mission spéciale, d'octroi de mission en organisation de jeunesse et de mission de formation en cours de carrière en application du décret du 24 juin 1996 ,l'autorisation d'exercice d'une activité lucrative pour un membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite en vertu de l'arrêté du 9 mai 1995 fixant les conditions dans lesquelles un membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite peut exercer une activité lucrative et l'octroi du bénéfice d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite en application de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984;

2° la reconnaissance de fonction principale dans l'enseignement pour les membres du personnel ayant exercé une activité indépendante en cumul avant le 1^{er} janvier 2006;

Sur demande ministérielle, chaque rapport peut être établi selon une périodicité plus courte. Chaque rapport rassemble les données utiles à l'analyse des objectifs stratégiques et opérationnels liés à la matière considérée. ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 6. Le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Medias,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30644]

24 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. — Ministerie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87 gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De considerans van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 en 14 oktober 2010, wordt vervangen als volgt :

«Gelet op de wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het onderwijs en gelijkgestelde ter uitvoering van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd en van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs. ».

Art. 2. Paragraaf 1 van artikel 69 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en aan de directeurs-generaal die de leiding hebben van iedere algemene directie van dit algemeen bestuur en aan de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst voor coördinatie, conceptie en sociale relaties, ieder wat betreft de bevoegdheden van het bestuur dat hij leidt, in de volgende aangelegenheden:

1° vaststelling en vereffening van wedden en weddetoelagen, vergoedingen en toelagen die toegekend worden in tijdelijk of vast verband aan de verschillende personeelsleden van het onderwijs en gelijkgestelde;

2° ondertekening van weddefiches, opdrachten, betalingsopdrachten, regularisatieopdrachten, nieuwsbrieven ter goedkeuring van de aanwerving of de benoeming in vast verband van de personeelsleden van het onderwijs en gelijkgestelde;

3° toekenning of nazicht van de toekenningsvoorwaarden van verloven, afwezigheden en disponibiliteit toegekend aan de personeelsleden van het onderwijs en gelijkgestelde – met uitzondering van de jaarlijkse verloven, de omstandigheidsverloven en verloven wegens overmacht – met inbegrip van de machtiging om een winstgevende bezigheid uit te oefenen tijdens deze verloven en de vervoegde hervatting van de ambten tijdens deze verloven;

4° toelating tot verlenging van de ambten tot het einde van het school- of academiejaar waarin het personeelslid in aanmerking komt voor pensioen, voor het personeelslid dat een tijdelijke terbeschikkingstelling geniet wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen, voor het personeelslid van het leerplichtonderwijs en het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie dat toegelaten is tot pensioen en dat een ambt dat een schaarste kent zou kunnen uitoefenen tot het einde van het schooljaar waarin dat personeelslid de leeftijd van 67 jaar bereikt, voor het personeelslid van het leerplichtonderwijs en het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie dat toegelaten wordt tot het rustpensioen en dat het ambt van deskundige zou kunnen uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie tot het einde van het schooljaar waarin het personeelslid de leeftijd van 70 jaar bereikt heeft, voor het personeelslid van de Hogescholen, de Hogere Kunstschoolen en de Hogere Instituten voor Architectuur dat toegelaten wordt tot het rustpensioen en dat een mandaat van spreker kan worden toegewezen in een Hogere Kunstschool naar rata van hoogstens 120/600ste tot het einde van het academiejaar waarin het personeelslid de leeftijd van 70 jaar bereikt heeft en voor het personeelslid van de Hogescholen, de Hogere Kunstschoolen en de Hogere Instituten voor Architectuur dat de wettelijke pensioenleeftijd bereikt heeft en dat in dienstactiviteit zou behouden worden voor een maximale duur van een jaar dat een enkele keer hernieuwbaar kan worden;

5° toelating tot terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking en wegens ziekte van de personeelsleden van het onderwijs en gelijkgestelde;

6° verwerking van aanvragen om toegang tot pensioen;

7° goedkeuring voor de maatregelen voor de verwijdering van zwangere en borstgevende vrouwen;

8° toekenning van taalafwijkingen;

9° toekenning van afwijking van bekwaamheidsbewijzen;

10° toekenning van afwijkingen van de voorwaarde inzake nationaliteit voor de ambten van inspecteur, zonedirecteur en afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst, met uitzondering van een ongunstig advies van de Dienst Vreemdelingenzaken van de FOD Binnenlandse Zaken om redenen van openbare veiligheid;

11° erkenning van hoofdamt in het onderwijs voor de personeelsleden die een gecumuleerde onafhankelijke activiteit vóór 1 januari 2016 uitgeoefend hebben;

12° erkenning van de nuttige ervaring voor alle ambten die niet bedoeld zijn in het toepassingsgebied van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

13° erkenning van de beroepsbekendheid of de wetenschappelijke bekendheid in de Hogere Kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type;

14° beheer van de loopbanen van de schoolbemiddelaars die onder contract aangeworven zijn, ook de aanwerving, het ontslag en de inruststelling, op de voordracht van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs;

15° vaststelling van de invaliditeitsrenten en van de renten voor de overlevende echtgenoten of wettelijk samenwonende partners, voor de kinderen en voor de ouders van het slachtoffer met rechtstreekse toepassing van de federale regeling die van toepassing is inzake arbeidsongevallen of ongevallen op de weg van en naar het werk, in de aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de Dienst Arbeidsongevallen;

16° ondertekening van de beslissingen betreffende de verklaring van genezing zonder permanente arbeidsongeschiktheid bestemd voor de personeelsleden van het onderwijs en gelijkgestelde;

17° ondertekening, ter uitvoering van de vereiste voorstellen, van de besluiten houdende aanstelling van de leden en verslaggevers, met uitsluiting van de voorzitters en secretarissen, van de volgende instanties : Raden van beroep, DE BONDT-Commissie, Zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen, Centrale Commissies voor het beheer van de betrekkingen, Zonale Reaffectatiecommissies, Centrale Reaffectatiecommissie, Commissies voor het beheer van de betrekkingen van de leermeesters godsdienst en leraren godsdienst, Raden van beroep, Paritaire Commissies, Commissies voor de erkenning van de nuttige ervaring, Commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring en bekendheid, Netoverschrijdende Commissie van de bekwaamheidsbewijzen, Vaste en Netoverschrijdende Commissie van de statuten, Zonale en Interzonale Affectatiecommissies van het personeel, Examencommissie belast met het uitreiken van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, Vaste Commissie voor de bevordering en de selectie, Reaffectatiecommissie van het technisch personeel van de PMS-centra, Affectatiecommissie voor de leermeesters en leraren godsdienst, Commissie voor de machtiging tot het verstreken van taalbadonderwijs en examencommissies belast met het uitreiken van selectie- en bevorderingsbrevetten;

18° ondertekening van de individuele besluiten betreffende de personeelsleden van het onderwijs en gelijkgestelde en tot uitvoering van de ministeriële beslissingen, met uitzondering van de benoemingsakten en de akten die een tuchtstraf opleggen;

19° machtiging tot het voorstel van de aanstelling, de toelating tot de stage en de benoeming van de leden van het personeel van het onderwijs en gelijkgestelde voor zover de kandidaat geen onberispelijk gedrag zou hebben;

20° machtiging tot vrijwillig ontslag van de leden van het personeel van het onderwijs en gelijkgestelde. ».

Art. 3. Paragraaf 2 van artikel 69 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. De Administrateur-generaal, de Directeurs-generaal en de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst voor coördinatie, conceptie en sociale relaties kunnen, ieder wat betreft de bevoegdheden toegekend aan het bestuur waar hij de leiding heeft, de bevoegdheden bedoeld in § 1, 1° tot 20° aan een ambtenaar van ten minste niveau 1 delegeren.

Elke entiteit kan, in voorkomend geval en indien nodig, rekening houdend met haar interne organisatie, de bevoegdheden bedoeld in § 1, 1° tot 20° delegeren aan de ambtenaren van een hoger niveau dan het niveau bedoeld in het vorige lid.

De Administrateur-generaal van het Bestuur Onderwijs kan de bevoegdheden bedoeld in § 1 delegeren aan de Directeur-generaal van het personeel van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aan de Directeur-generaal van het personeel van het gesubsidieerde onderwijs, aan de Adjunct-Directeur-generaal van de algemene Dienst voor coördinatie, conceptie en sociale relaties of aan de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst voor het beheer van het personeel van het gesubsidieerde onderwijs, onafhankelijk van hun respectieve toewijzingen.

De Directeurs-generaal en de Adjunct-directeurs-generaal die bevoegdheden krijgen toegewezen met toepassing van het derde lid, kunnen, volgens de regels van de delegatie bedoeld in het eerste lid, deze bevoegdheden subdelegeren.

De subdelegaties bedoeld in het vorige lid gebeuren via een voorafgaande en schriftelijke akte meegedeeld aan de secretaris-generaal. ».

Art. 4. Paragraaf 3 van artikel 69 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 3. De hierna vermelde delegaties gebeuren via een jaarlijks verslag aan de Minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de betrokken aangelegenheden :

1° de ondertekening van de akten van terbeschikkingstelling voor speciale opdracht, toekenning van opdracht inzake jeugdorganisatie en opdracht inzake opleiding tijdens de loopbaan met toepassing van het decreet van 24 juni 1996, de toelating tot de uitoefening van een winstgevende activiteit voor een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig het besluit van 9 mei 1995 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van een winstgevende bezigheid door een personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen met toepassing van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984;

2° de erkenning van het hoofdambt in het onderwijs voor de personeelsleden die een gecumuleerde onafhankelijke activiteit vóór 1 januari 2006 uitgeoefend hebben;

Op ministeriële aanvraag kan elk verslag opgemaakt worden volgens een kortere periodiciteit. Elk verslag zamelt de gegevens in die nuttig zijn voor het onderzoek van de strategische en operationele doelstellingen gebonden aan de betrokken aangelegenheid. ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. FLAHAUT